



Décision individuelle N° 2024-337

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Tinée

Adresse : 29 boulevard d'Auron 06 660 Saint-Etienne-de-Tinée

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Restauration d'un accès temporaire au hameau de Mollières

Localisation :

- RM89 au gué du vallon des Naucettes, parcelle n°007 section N commune de Saint-Martin-Vésubie
- piste d'accès au hameau de Mollières, du col de Salèse parcelle n°1107 section L au pont aval parcelle n°573 section L commune de Valdeblorre.

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 02 septembre 2024,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 25 juillet 2024 par la Subdivision Tinée de la Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Monsieur RICHIER Laurent, complétée les 28 août et 06 septembre 2024,

Considérant que la demande porte sur la réalisation de travaux d'urgence pour rétablir un accès sécurisé au hameau de Mollières, à savoir la reprise ponctuelle des érosions et affouillements de la piste à l'approche du hameau : une brèche en rive gauche, une brèche en rive droite et une autre brèche à l'entrée du hameau,

Considérant que la demande porte également sur la réalisation de travaux de dégagement de la piste d'accès au hameau de Mollières situé dans le cœur du parc national, ainsi que sur l'aménagement de passages temporaires au niveau des tronçons de voie les plus endommagés par la crue consécutive du même évènement météorologique,

Considérant que ces travaux visent à répondre le plus rapidement possible, aux nécessités de prévenir des dégradations supplémentaires en cas de précipitations importantes, ainsi qu'aux besoins d'accès motorisé pour les résidents du hameau de Mollières,

Considérant que l'objectif XVII de la charte du Parc national (« *protéger et sauvegarder le patrimoine bâti* ») indique que pour les hameaux délimités à l'annexe 4, « *l'accès des résidents et de leurs visiteurs est facilité, comme l'est la réalisation des travaux autorisés : accès motorisés sur les voies carrossables (...) acheminement des matériaux et déroulement des chantiers...* »,

Considérant en conséquence, que ces travaux ne doivent impacter ni l'espace migratoire du torrent ni celui des vallons adjacents ni la qualité des eaux, que ce soit de manière directe par la construction d'ouvrages non fusibles ou de manière indirecte par la mise en suspension de matières dans les eaux courantes,

Considérant enfin la nécessité d'assortir la décision des éléments préalable de cadrage pour garantir également la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines naturels du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur RICHIER Laurent, est autorisée à procéder à des travaux dans le cœur du parc national, sur la piste d'accès au hameau de Mollières, côté Valdeblore, à savoir le comblement de trois brèches afin de rétablir l'accès motorisé à ce hameau.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à la tenue générale du chantier*

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour, des différentes réunions organisées sur place en vue d'assurer le suivi des travaux ainsi que de la réunion de récolement, au minimum 3 jours ouvrés avant celles-ci.

2.2. Le bénéficiaire est tenu d'organiser préalablement à l'ouverture du chantier, une réunion sur site associant les services territorialement compétents du Parc national du Mercantour, afin de procéder :

- sur l'ensemble du chantier, à l'identification et au balisage des éventuelles zones interdites de stockage temporaire des matériaux excédentaires issus des dégagements de la piste (milieux patrimoniaux) ;
- à la recherche et à la mise en défens de toute station d'espèce végétale patrimoniale

2.3. Tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit.

Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.4. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs ou tapis de rétention.

Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.5. Le cas échéant, le(s) compresseur(s) et groupe(s) électrogène(s) seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.6. Tous les déchets liés au chantier et à la vie quotidienne des ouvriers devront être collectés et évacués en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Tout usage du feu est interdit.

- *Prescriptions relatives à la gestion des embâcles*

2.7. Les souches composant les embâcles stabilisées, situées en-dehors du lit mineur et à proximité des berges (conditions cumulatives) sont conservées sans intervention.

2.8. L'ensemble des arbres faisant embâcles est billonné et leurs tronçons laissés sur place.

- *Prescriptions relatives aux « travaux d'urgence » de rétablissement de la piste de Mollières*

2.9. Le prélèvement de matériaux dans le lit majeur du cours d'eau est strictement interdit. L'import de matériaux de remblaiement en provenance de l'extérieur du cœur est interdit. Seules les accumulations de matériaux sur la plate-forme de la RM89 au niveau du vallon des Naucettes peuvent être mobilisées pour constituer les remblais nécessaires au comblement des brèches.

2.10. Les enrochements sont libres et les blocs, issus de carrière constituant ces enrochements, sont de teinte et de nature géologique similaires au substratum présent sur site.

2.11. Les dégagements de matériaux et les réfections de la piste ne doivent pas aboutir à un élargissement de la plate-forme de la piste ni créer de nouveaux espaces de stationnement potentiel en bordure de celle-ci.

2.12. L'espace de bon fonctionnement du cours d'eau ne doit pas être impacté par le comblement des brèches.

2.13. Aucun revêtement transformé n'est autorisé (asphaltes, béton de ciment, pavés, dalles, graviers importés...) sur la plate-forme de roulement.

- *Prescriptions relatives à la dérivation du lit mouillé du torrent de Mollières, nécessaire au rétablissement de la piste*

2.14. L'éventuelle dérivation du cours d'eau est réalisée sur un linéaire et une largeur les plus réduits possibles et en présence d'un agent du Parc national du Mercantour.

2.15. La dérivation sera réalisée selon le phasage suivant :

- * déviation de 80 % du débit en jour N
- * en jour N+1, réalisation d'une pêche de sauvegarde
- * immédiatement après la pêche de sauvegarde, déviation à 100 % du débit.

2.16. A la finalisation du chantier, le lit majeur sera remis en état a minima selon le mode opératoire suivant :

- arasement complet des merlons de dérivation et étalement des matériaux en zone sèche, sans compactage ;
- décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins et/ou le stockage temporaire des matériaux ;
- création d'éléments (agencements de blocs) favorables à la diversification des écoulements et des habitats piscicoles.

Ces éléments d'habitats seront constituées de blocs rocheux prélevés exclusivement en zone sèche et disposés sous le contrôle direct d'un agent du service territorialement concerné du Parc national et/ou de l'OFB.

- *Prescription relatives aux mesures d'accompagnement visant la réduction d'impact des travaux – suivi MES et O2 dissous*

2.17. Préalablement à tout début d'intervention dans le cours d'eau, le bénéficiaire devra mettre en place un suivi en temps réel des rejets de MES et du taux d'oxygène dissous dans le milieu aquatique.

Ce suivi sera effectif durant tout le chantier.

Le chantier ne devra pas débuter tant que le(s) système(s) de suivi ne sera pas mis en place.

2.18. La méthodologie mise en œuvre sera la suivante :

- * 1 prélèvement MES toutes les 4 heures en phase normale
- * 1 prélèvement MES et O2 dissous toutes les 30 minutes en phase sensible
- * arrêt obligatoire et sans délai des travaux en cas de valeur mesurée supérieure (MES) ou inférieure (O2 dissous) aux valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives. Reprise des travaux possible dès que les valeurs repassent sous/au-dessus des valeurs d'alerte.
- * valeurs d'alerte: 1 mg/l de MES – 6 mg/l O2 dissous
- * phases sensibles : création de batardeau, creusement de chenal de dérivation, mise en eau de chenal de dérivation
- * phases normales : autres interventions et travaux.

2.19. L'ensemble des mesures MES et O2 dissous sera consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures seront corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

- *Prescription relatives aux mesures d'accompagnement visant la réduction d'impact des travaux – pêche de sauvegarde*

2.20. La pêche de sauvegarde devra impérativement être réalisée par un opérateur identifié et désigné par le maître d'ouvrage auprès des services du Parc national, préalablement à tout début d'opération (pêche et dérivation).

Cet opérateur devra être dûment et préalablement autorisé par la Directrice du Parc national à procéder à ces prélèvements et transports temporaires.

2.21. La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée en présence d'un représentant du PNM.

Le maître d'ouvrage devra s'assurer de la présence effective de ce représentant lors de la programmation de la pêche et de la dérivation et adapter le calendrier des opérations autant que nécessaire.

2.22. Préalablement à toute capture, le(s) lieu(x) de mesures biométriques et de remise à l'eau des individus seront préalablement définis en tenant compte des conditions d'accueil du milieu, des risques d'impacts des travaux (MES) et des contraintes de transport des individus entre chacun de ces lieux.

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de cette obligation à l'opérateur désigné.

2.23. La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée avec identification à l'espèce, prise de mesures biométriques (taille et poids) et évaluation de l'état sanitaire de chaque individu capturé.

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de cette obligation à l'opérateur désigné.

2.24. Lors de la pêche de sauvegarde, le nombre de passage sera adapté de sorte à garantir l'absence totale de poisson sur le tronçon destiné à être dévié.

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de cette obligation à l'opérateur désigné.

2.25. Au plus tard 7 jours après la fin des opérations, la pêche de sauvegarde devra faire l'objet d'un rapport de fin de mission transmis au Siège du Parc national et au siège de la Fédération départementale de la pêche.

Ce rapport présentera a minima, la/les dates d'opération(s), les coordonnées amont et aval du (des) tronçon(s) pêché(s), les effectifs capturés par espèces et classes d'âge (tailles), ainsi qu'un bilan des relâchers (état sanitaire des individus).

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à partir du 16 septembre 2024 et jusqu'au 15 octobre 2024, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 11 septembre 2024

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

A blue ink signature, appearing to be 'S. Grandfils', written over a horizontal line.

Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie
- MNCA
- DDTM06 : MASSOT Audrey
- OFB SD06 : BONVALLAT René

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.